

**BELKHADEM Y AVAIT RÉUNI SES TROUPES**

# Insultes et coups de poing à Constantine

**C'est à couteaux tirés que s'est tenue hier à Constantine la conférence régionale des cadres du FLN de l'est du pays en présence du secrétaire général du parti.**

Abdelaziz Belkhadem n'a dû son salut, oserions-nous dire, qu'aux renforts de policiers dépêchés sur les lieux pour lui frayer un passage jusqu'au portail du Théâtre régional de Constantine qui a abrité la rencontre.

Des scènes obscènes, d'une rare violence parfois, où les belligérants en sont arrivés aux mains dans des empoignades et mêlées où tous les coups étaient permis. Des dizaines de «militants», venus de plusieurs wilayas de l'Est (Mila, Annaba, Batna, Skikda...) défendre la cause des redresseurs, se sont accrochés aux «videurs» du FLN qui ont fait preuve d'un zèle inégalé pour soumettre, y compris les journalistes et autres invités de marque du parti, à des écarts intolérables et indignes d'une formation politique de l'envergure du FLN.

Des banderoles et des slogans hostiles à Belkhadem et aux «dinosaures qui ont confisqué le parti» ont été brandis par ces «redresseurs» qui semblaient décidés à en découdre avec les pro-Belkhadem, bravant les menaces et les agressions physiques du clan de ce dernier. Belkhadem s'est aperçu, d'ailleurs, du climat délétère qui régnait aux alentours du théâtre malgré le balayage opéré par les forces de l'ordre quelques minutes avant son arrivée.

Il préférera même répondre à ses détracteurs dès l'entame de son allocution : «J'ai entendu à

l'entrée de cette salle des gens qui me disaient irhal (dégage). Une parole indigne car si c'étaient de vrais partisans qui me l'avaient demandé, j'aurais renoncé à la responsabilité mais jamais au militantisme.

Par ces agissements, certains croient qu'ils sont porteurs d'idées mais en vérité, ils ne s'agitent que pour leurs propres intérêts et ambitionnent d'occuper des postes de responsabilité sans avoir le moindre mérite.

Cette rencontre, qui est la première d'une série de conclaves régionaux avant, vraisemblablement, une session extraordinaire du comité central dans les prochaines semaines, n'a bénéficié, en effet, d'aucune annonce médiatique, sans doute, par appréhension au vu de ce qu'a été la réaction des redresseurs qui ne semblent pas près de lâcher prise.

Une occasion peut-être de découvrir les «aménagements» perceptibles dans le nouveau discours d'un Belkhadem qui ne fait presque plus référence au président Bouteflika.

Est-ce le début d'une démarcation d'un futur candidat potentiel à la magistrature suprême ?

Tout porte à le croire car Belkhadem se présente désormais, à l'instar de son parti, comme l'inspirateur des différents chantiers politiques auxquels aurait adhéré le président de la République. Il en est ainsi, laisse-



Photo : DR.

Belkhadem hué par les redresseurs.

t-il entendre, de la révision partielle de la Constitution en 2008 et des réformes annoncées.

«Le FLN est une école qui n'a pas besoin qu'on lui rappelle son rôle de locomotive. Nous ne sommes pas surpris par les réformes annoncées car nous en étions les précurseurs. Notre dynamique a permis d'initier une première révision partielle de la Constitution et autant nous avons exprimé notre satisfaction à l'époque autant nous avons également nommé les insuffisances de la loi fondamentale».

Et si Belkhadem considère que la quatrième session du CC du FLN a déjà tranché la position de son parti à propos des diffé-

rents volets des réformes en cours d'élaboration, il estime par contre que la révision de la Constitution n'est pas une mince affaire, qu'elle engage le devenir du pays et devra, par conséquent, bénéficier d'une large concertation au même titre que la loi organique sur les partis politiques.

«Nous avons suffisamment de temps, dira-t-il, car la nouvelle Constitution sera soumise au Parlement qui sera issu des législatives de 2012.»

Il s'interrogera, à titre d'exemple, sur l'utilité de la limitation du nombre de mandats présidentiels si la nouvelle Constitution venait à adopter un

régime parlementaire. Revenant sur «les attaques dont le FLN serait la cible», Belkhadem évoque, en sus de l'approche de l'échéance des législatives de 2012, «la main de l'étranger».

Le cinquantenaire de l'indépendance du pays qui sera fêté l'année prochaine en serait le mobile à ses yeux.

Dans le même sillage, il égratignera y compris son partenaire dans l'Alliance présidentielle. «Nous ne sommes pas la Tunisie pour qu'on nous compare au RCD ni l'Egypte pour qu'on nous compare au PND (parti au pouvoir en Egypte, ndlr)», ironisera-t-il.

K. G.

**AFFAIRES MOHAMED GHARBI ET HAMID YACINE**

## Les explications de Belaïz

Interrogé sur le retard enregistré dans le dossier de liberté conditionnelle introduit par le moudjahid Mohamed Gharbi, le ministre de la Justice a indiqué qu'il n'était toujours pas au niveau de son département. «Mohamed Gharbi a constitué un dossier de demande de liberté conditionnelle en se basant sur son état de santé. Son cas a été étudié par trois professeurs qui ont estimé que son état physique n'était pas contraire à la mise en liberté conditionnelle.

Son dossier doit être présenté devant une commission du ministère de la Justice présidée par un président de chambre de la Cour suprême. La commission se réunira bientôt pour étudier son cas», a-t-il indiqué. Belaïz a rejeté les récentes déclarations de M<sup>e</sup> Chama, l'avocat de Mohamed Gharbi, selon lesquelles le dossier de son client était toujours bloqué au niveau du ministère de la Justice.

«L'avocat a le droit de dire ce qu'il veut. Moi je demande juste de présenter un dossier, avec l'ensemble des documents, et la commission se réunira pour trancher car il a effectivement purgé la moitié de sa peine», a souligné le ministre.

Quant à l'affaire du journaliste Hamid Yacine, Tayeb Belaïz a avoué n'avoir pris connaissance de ce dossier que la veille (mercredi). «J'ai instruit le procureur général de la Cour d'Alger afin qu'il me remette aujourd'hui un rapport complet sur les conditions qui ont conduit à la poursuite de cette personne.

S'il est victime d'un quelconque arbitraire, je ferai en sorte d'intervenir auprès du procureur afin qu'il arrête les poursuites. Auquel cas, la justice sera appliquée dans toute sa rigueur.»

T. H.

**DÉPÉNALISATION DU DÉLIT DE PRESSE ET DE L'ACTE DE GESTION**

## Les députés sceptiques

**Le ministre de la Justice a présenté, jeudi, les nouvelles dispositions relatives à la dépenalisation du délit de presse et de l'acte de gestion devant l'Assemblée populaire nationale.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Le code pénal connaît une énième modification. Fait nouveau, l'amendement de cette loi n'a pas pour objectif de punir ou de réprimer. Une démarche inédite du législateur qui consiste à permettre à deux corporations — les journalistes et les gestionnaires — d'exercer leur métier sans courir le risque de finir devant un tribunal.

Pour ce qui est des professionnels de la presse, il a été décidé d'abroger l'article 144 bis 1 du code pénal qui punit d'une à trois années et de 100 000 à 1 000 000 de dinars les infractions d'outrage, d'injure ou de diffamation commises par l'intermédiaire d'un média. «Outre cette abrogation, nous avons décidé de supprimer les peines d'emprisonnement prévues par les articles 144 bis et 146 avec le maintien des amendes en conformité avec les mesures appliquées dans les pays démocratiques», a précisé, jeudi, le ministre de la Justice devant les élus de l'Assemblée populaire nationale. Ainsi, selon l'article 144 bis, «est

punie d'une amende de 150 000 DA à 750 000 DA toute personne qui offense le président de la République par une expression outrageante, injurieuse ou diffamatoire, que ce soit par voie d'écrit, de dessin, de déclaration ; ou de tout autre support de la parole ou de l'image, ou que ce soit par tout autre support électronique, informatique ou informationnel. Les poursuites pénales sont engagées d'office par le ministère public. En cas de récidive, l'amende est portée au double». L'article 146 comprend des peines identiques et concerne les «outrage, injure ou diffamation» envers le Parlement ou l'une de ses deux chambres, les juridictions, l'Armée nationale populaire et les corps constitués». Lors des débats, de nombreux députés ont estimé que l'amende de 750 000 DA était exagérée, notamment pour les journalistes qui, dans ce cas précis, seront tenus de déboursier cette somme, le principe de partage de la responsabilité avec l'éditeur n'étant pas prévu par les articles 144 bis et 146.

Pour sa part, Moudji Djoudi, député RND de Bord Bou Arréridj, a émis des doutes quant à la volonté du pouvoir de dépenaliser le délit de presse suite à l'éclatement de l'affaire de Hamid Yacine, le journaliste d'*El Khabar* accusé d'avoir violé le secret de l'instruction dans le dossier de l'assassinat de Ali Tounsi. «Est-ce que,

réellement, cette affaire a une relation avec le secret de l'instruction ou bien est-ce une façon détournée de déboucher la source qui a donné l'information ? Si cela est lié à la phase d'instruction, dites-nous, monsieur le ministre, qui est responsable du secret sur le plan légal. Ce n'est certainement pas le journaliste Hamid Yacine qui ne joue aucun rôle dans le cadre de cette procédure d'instruction.»

Pour ce qui est de la dépenalisation de l'acte de gestion, le législateur a décidé de n'accorder l'engagement de l'action publique contre les gestionnaires qu'aux organes sociaux des entreprises publiques ou à capitaux mixtes. Tout en saluant cette disposition, certains députés ont toutefois estimé que la prérogative de saisine de la justice accordée aux membres des organes sociaux pourrait être une faille dont profiteraient certains managers. Un fait rejeté par Tayeb Belaïz qui a indiqué qu'en cas de non-dénonciation de faits délictueux, les membres des organes sociaux tombent sous le coup de l'article 181 du code pénal.

«Est puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1000 à 10 000 DA ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque, ayant connaissance d'un crime déjà tenté ou consommé n'a pas aussitôt averti les autorités», précise cet article.

T. H.